

De la cohérence S.V.P.

Finalisons la réforme du mode de scrutin en même temps que le découpage de la carte électorale

La démocratie n'est pas un long fleuve tranquille. À quelques jours d'intervalle, le gouvernement a retiré la carte électorale des mains d'une institution démocratique impartiale, et sept députés ont mis de côté leurs divergences politiques pour réclamer un mode de scrutin à finalité proportionnelle.

La réunion de députés indépendants, ainsi que ceux de l'Action démocratique du Québec et de Québec solidaire sur un sujet souvent bloqué par les considérations

partisanes, est un événement inspirant qu'il faut souligner. Leur message est conforme aux demandes de leurs propres membres, ce qui n'est pas le cas du Parti québécois et du Parti libéral du Québec. De plus, il est le reflet des demandes citoyennes des quatre dernières décennies, notamment de celles du Mouvement pour une démocratie nouvelle et de certaines d'organisations communautaires et syndicales.

Quoi qu'on pense de la carte électorale proposée par le Directeur général des

élections, et du rôle du gouvernement dans le processus, cet épisode doit permettre de poser un geste structurant pour la démocratie. Mettre en place une nouvelle carte électorale pouvant nécessiter de 18 à 24 mois de travaux, juin 2011 est le dernier délai pour se préparer aux prochaines élections générales. Conscient que la mise en place d'un nouveau mode de scrutin dépend du même calendrier, le gouvernement a tout fait pour nuire à l'avancement de ce dossier. Pourtant, la documentation sur la nécessité d'avoir un nouveau mode de scrutin est plus qu'abondante et les résultats à atteindre font consensus depuis longtemps.

Ni la carte électorale, ni de nouvelles règles sur le financement des partis, ne peuvent régler les déficits structurels de représentation. Respecter véritablement les principes démocratiques et les valeurs de la société québécoise demande un mode de scrutin capable de traiter équitablement, donc proportionnellement, les votes exprimés dans toutes les régions, en même temps qu'une carte électorale adéquate. La logique dicte de combiner les deux travaux et les préoccupations de la

Coalition pour le maintien des comtés en région seraient mieux servies si elles étaient prises en compte dans ce contexte.

Les quatre partis qui siègent à l'Assemblée nationale ont la capacité de finaliser, d'ici juin, le découpage de la carte électorale et de doter le Québec d'un mode de scrutin à finalité proportionnelle cohérent l'un avec l'autre. Pour cela, il faut que le PQ et le PLQ placent la démocratie avant leurs considérations partisanes, et qu'ils reconnaissent que la représentation effective va de pair avec le respect des votes sur tout le territoire. Pour mériter son titre de « Ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques », Jean-Marc Fournier ne peut continuer d'exclure de son mandat un élément aussi fondamental que le mode de scrutin. ←

Brigitte Sansoucy, membre du Mouvement pour une démocratie nouvelle

Jacques Tétreault, président du CCCPEM et organisateur du parti Vert du Québec

Jean Brouillette, président de Solidarité Populaire Richelieu-Yamaska